

L'engagement associatif « grande cause nationale » en 2014... ah oui ?

Le premier ministre a décidé de faire de l'engagement associatif la « grande cause nationale » pour 2014, car il reconnaît le rôle important des associations dans tous les domaines – social, éducatif, sportif ou culturel.

On pourrait se réjouir de cette décision, surtout au moment où de plus en plus d'associations sont en souffrance, asphyxiées par les problèmes budgétaires.

Un grand nombre d'associations disparaissent tous les jours, d'autres s'essoufflent... Combien de temps pourront-elles encore tenir avec ce régime draconien qui ne leur permet plus de vivre, tout juste de survivre et jusqu'à quand ?

On pourrait se réjouir du souhait du premier ministre de « valoriser et promouvoir le rôle des associations et de l'engagement bénévole dans notre société », surtout au moment où les associations peinent à poursuivre leurs activités faute de moyens.

Toutes sont concernées, même celles qui sont reconnues et agréées par des ministères. Les plus petites associations disparaissent en premier, car plus vulnérables aux baisses de subventions.

Pour l'ICEM, la suppression des mises à disposition avec leur remplacement par des enseignants détachés sans réelle compensation financière, les baisses successives des subventions mettent à mal l'association. L'austérité est un cercle vicieux qui rogne l'activité et crée une spirale de baisse des ressources. Plus on tente de restreindre le déficit, plus on se sépare de moyens indispensables à l'activité (réduction des rencontres de travail pour la production d'ouvrages ou la préparation de stages, suppression de détachements, suspension de certaines publications, etc.).

On pourrait se réjouir, quand on lit dans le communiqué de presse « cette décision constitue une nouvelle étape dans la politique mise en œuvre pour soutenir le mouvement associatif, faciliter le bénévolat et favoriser l'emploi au sein de l'économie sociale et solidaire », surtout au moment où les associations, pour survivre, se séparent de leurs salariés.

Et pourtant point de réjouissance, la lecture du communiqué met plutôt le moral au plus bas.

En effet, la réalité des associations est très éloignée des deux « grandes propositions » du gouvernement pour cette « grande cause nationale » :

– un peu de *pédagogie* pour « sensibiliser les Français aux enjeux de cet engagement au service des autres, qui, depuis la loi de 1901, constitue une chance pour notre pays et un pilier de notre modèle social et républicain » ;

– quelques campagnes publicitaires qui permettront au Mouvement associatif (fédération d'associations) « d'obtenir des diffusions gratuites sur les radios et les télévisions publiques lorsqu'ils souhaiteront organiser des campagnes faisant appel à la générosité publique ».

C'est simple, le soutien annoncé aux associations, c'est comme pour le Téléthon, les Restaus du cœur... à votre bon cœur !

Ainsi, la « générosité publique » remplace l'investissement de l'État dans les services publics.

La charité remplacera-t-elle la solidarité ?

Combien d'associations mettront-elles la clé sous la porte en 2014 pendant cette « grande cause nationale » ?

L'avenir ne s'annonce guère ensoleillé. L'éducation et la jeunesse ne sont guère des préoccupations au centre des programmes territoriaux, nous pouvons être inquiets, car elles passeront largement après la sécurité et la fiscalité...

Je crains le pire !

Et pourtant l'engagement associatif, qu'il soit national ou local, est indispensable.

Il est essentiel pour peser sur les décisions politiques et offrir d'autres solutions, mais avec les mesures d'austérité prévues par le nouveau gouvernement, les associations ne serviront-elles pas de variables d'ajustement budgétaire ?

Les associations vont devoir se serrer les coudes, se soutenir, coopérer, et surtout réfléchir et agir ensemble.

Les collectifs ont de l'avenir !

Catherine Chabrun